DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DÉCLASSIFIÉ - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

EXTRACT FROM : C - R (62) 23.
7-6-62.

Meeting : 5th May, 1962.

I - REVIEW OF THE INTERNATIONAL SITUATION (Cont'd).

.....

11. On the question of Germany and Berlin, it was apparent that the Council still felt that this was the most difficult and dangerous issue with which the Alliance was faced. Mr. Rusk had given an evaluation of the soundings which the United States had carried out with the Soviet Government as regards that problem. Mr. Rusk's conclusions could be summarised in the following points: first, although the Soviets had made no significant move to meet vital Western interests in Berlin, they appeared to wish to continue contacts on this matter, and not to push affairs to a military crisis or to a diplomatic impasse. Secondly, as yet, no reasonable basis for negotiations had been found. Thirdly, this being so, it was necessary for the Alliance to maintain and develop its defence effort while continuing soundings.

12. One of the significant features of the Council's debate had been that virtually no disagreement had been expressed with this analysis and the majority of Ministers had declared their confidence in the spirit and manner in which the United States Government had carried on the talks with the Soviet Union. The French Foreign Minister had, however, expressed some apprehension as to a "permanent conversation" with the Soviets on the German and Berlin problems, fearing that in these talks, which in his view the United States carried out on their own responsibility, the West would be led to make piecemeal concessions. Mr. Luns had pointed out that the Netherlands Government, in agreeing in December to contacts with the Soviets, had insisted that a narrow approach should be employed and in some instances he had felt that this narrow basis had not always been respected.

13. The Foreign Minister of the Federal Republic of Germany had made a significant statement in expressing the approval of his Government of the soundings carried out by the United States in respect of Berlin. He had mentioned the four points which in his opinion were essential elements from the Western point of view: the Western military presence in Berlin; the links between West Berlin and the Federal Republic, and of both with the West; free access to Berlin; and that an eventual settlement could be found only through re-unification. No one in the Council would quarrel with these four points.

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

EXTRACT FROM : C-R(62) 23.
7-6-62.

Meeting : 5th May, 1962.

14. Most Ministers had been in broad agreement on the advisability of continuing discussions with the Soviets on Berlin, although hardly any had entertained hopes that a real solution could easily be found. Mr. Rusk, whose view had been echoed by Lord Home and Mr. Couve de Murville, had pointed out that for some years to come the best that the West could hope for might well be an agreement with the Soviets to live with the existing disagreements. Many Ministers had nevertheless felt that it was useful to continue discussions with the Soviets if only to make the Western position abundantly clear. Mr. Krag had expressed the general view when he had said that an unsolved Berlin problem was dangerous to live with and that the Alliance would, therefore, have to make every effort to reach a solution, but that in so doing it would be necessary to convince the Soviets that any attack would be opposed by all means, conventional if possible, nuclear if necessary. He was sure that the Council agreed that discussions and negotiations with the Soviets had a chance of success only if the Alliance's military strength as an ultimate resource remained convincing.

15. Some disagreement had persisted in the Council on the idea of exchanging non-agrression declarations with the Warsaw Pact. Some Ministers had been firmly opposed to the idea, whereas others whilst expressing scepticism were ready to accept it in the context of a "modus vivendi" over Berlin.

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DÉCLASSIFIÉ - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

NATO SECRET.

EXTRACT FROM : C - R (62) 23.
7-6-62.

Meeting : 5th May, 1962.

I - REVUE DE LA SITUATION INTERNATIONALE. (Suite)

.....

11. En ce qui concerne la question de l'Allemagne et de Berlin, il est évident que, de l'avis du Conseil, il s'agit toujours là du problème le plus difficile et le plus dangereux que l'Alliance ait à résoudre. M. Rusk a donné son avis sur le résultat des sondages que les Etats-Unis ont effectués auprès du Gouvernement soviétique sur ce problème. Les conclusions de M. Rusk peuvent se résumer ainsi: en premier lieu, les Soviets n'ont fait aucune concession importante pour satisfaire les intérêts occidentaux essentiels à Berlin, mais il semble qu'ils désirent poursuivre les contacts à ce sujet et ne pas pousser les choses au point où elles risqueraient d'aboutir à une crise militaire ou à une impasse diplomatique. En second lieu, aucune base raisonnable de négociation n'a encore été trouvée. En troisième lieu, dans l'état actuel des choses, l'Alliance est obligée de maintenir et d'accroître son effort de défense tout en poursuivant les sondages.

12. Il est à noter qu'au cours des débats du Conseil cette analyse n'a fait l'objet d'aucun désaccord et que la majorité des Ministres ont exprimé leur confiance dans la manière dont le Gouvernement des Etats-Unis comprend et mène ses conversations avec l'Union soviétique. Le Ministre français des Affaires étrangères a, toutefois, exprimé une certaine appréhension quant à une "conversation permanente" avec les Soviets sur les problèmes de l'Allemagne et de Berlin, et redoute que ces pourparlers, menés à son avis par les Etats-Unis sous leur propre responsabilité, entraînent l'Ouest à faire peu à peu des concessions. M. Luns a fait observer que le Gouvernement des Pays-Bas, lorsqu'il a approuvé, en décembre, l'engagement de conversations avec les Soviets, a insisté pour que celles-ci restent sur une base limitée; or en certains cas cette condition ne semble pas avoir été toujours respectée.

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DÉCLASSIFIÉ - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

EXTRACT FROM : C - R (62) 23.
7-6-62.

Meeting : 5th May, 1962.

13. La déclaration du Ministre des Affaires étrangères de la République Fédérale d'Allemagne a été très significative car elle a exprimé l'approbation de son gouvernement en ce qui concerne les sondages effectués par les Etats-Unis au sujet de Berlin. Il a cité quatre points qui sont, à son avis, essentiels du point de vue de l'Ouest, à savoir la présence militaire occidentale à Berlin; les liens entre Berlin Ouest et la République Fédérale et les liens entre ces deux derniers et l'Ouest; le libre accès à Berlin; et le fait qu'un règlement définitif ne peut être trouvé que par la réunification. Personne au Conseil ne contestera ces quatre points.

14. La plupart des Ministres ont été largement d'accord sur l'opportunité de poursuivre les conversations avec les Soviets au sujet de Berlin, mais il va sans dire qu'aucun d'entre eux ne nourrit l'espoir qu'il sera facile de trouver une solution effective. M. Rusk aux vues duquel Lord Home et M. Couve de Murville se sont ralliés, a fait observer qu'au cours des prochaines années tout ce que l'Ouest peut espérer sera peut-être de s'entendre avec les Soviets pour coexister dans le désaccord actuel. Néanmoins, de nombreux Ministres ont estimé qu'il était utile de poursuivre les conversations avec l'URSS ne serait-ce que pour exposer nettement la position occidentale. M. Krag a exprimé l'opinion générale lorsqu'il a dit qu'il était dangereux de laisser sans solution le problème de Berlin et que l'Alliance devrait donc faire le maximum d'efforts pour aboutir à un règlement, mais que ce faisant, il fallait convaincre les Soviets que toute attaque éventuelle se heurterait à tous les moyens, classiques si possible, et nucléaires, au besoin. Il est certain que le Conseil admet que les conversations et les négociations avec les Soviets n'ont une chance de réussir que si, en dernier ressort, la puissance militaire de l'Alliance garde sa valeur psychologique.

15. Certains désaccords ont continué à se manifester au Conseil sur l'échange de déclarations de non agression avec les pays du Pacte de Varsovie. Quelques Ministres se sont fermement opposés à cette idée, alors que d'autres, tout en exprimant leur scepticisme sont prêts à l'accepter dans le cadre de l'établissement d'un "modus vivendi" au sujet de Berlin.